



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)

RENFORCER LA DISSUASION DE L'OTAN À L'EST

Rapport général

par **Joseph A. DAY** (Canada)
Rapporteur général

168 DSC 18 F fin | Original : anglais | 17 novembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	NOUVEAU CONTEXTE SÉCURITAIRE DE L'OTAN.....	2
	A. LES RELATIONS OTAN-RUSSIE DÉTERMINENT LE RECALIBRAGE DE LA DÉFENSE ET DE LA DISSUASION SUR LE FLANC EST	2
	B. COUP DE PROJECTEUR SUR LA DOCTRINE PERTURBATRICE ET LA MODERNISATION MILITAIRE DE MOSCOU	3
III.	ADAPTATIONS APPORTÉES À LA POSTURE DE DÉFENSE ET DE DISSUASION À L'EST.....	4
IV.	PRÉSENCE AVANCÉE REHAUSSÉE ET FIL DE DÉTENTE	5
V.	LA PRÉSENCE AVANCÉE ADAPTÉE	6
VI.	BARRER L'ACCÈS – LA DÉFENSE DIFFICILE DE L'EST	8
	A. LES CAPACITÉS A2/AD RÉGIONALES DE LA RUSSIE	8
	B. L'EXERCISE ZAPAD 2017	9
	C. VOSTOK 2018.....	10
VII.	SURMONTER LES OBSTACLES MAJEURS DE MOBILITÉ MILITAIRE ET DE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE AUXQUELS L'OTAN RESTE CONFRONTÉE	12
VIII.	CONCLUSIONS	15
	BIBLIOGRAPHIE	19

I. INTRODUCTION

1. L'OTAN prend aujourd'hui, dans les territoires alliés d'Europe orientale, les mesures les plus notables jamais appliquées depuis 2014 pour adapter sa posture de défense et de dissuasion. Les rotations de forces de même que la mise en place de dépôts de matériels et la tenue d'exercices prévues dans cette perspective viennent modifier l'équilibre des forces conventionnelles, de manière à permettre à l'OTAN d'exercer la dissuasion face à la résurgence d'une Russie révisionniste et de plus en plus performante. Le présent rapport général analyse et évalue cette dissuasion de type *tripwire* (fil de détente) qui s'appuie à la fois sur une présence avancée rehaussée (EFP) en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne et sur une présence avancée adaptée (TFP) dans la région de la mer Noire.

2. La présence accrue de l'Alliance dans les deux régions concernées souligne la crédibilité de la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance mise en place pour l'après-2014, qui repose à la fois sur un équilibre entre forces conventionnelles et nucléaires, une défense antimissile et différentes initiatives de maîtrise des armements. Les contributions majeures apportées dans ce contexte par les États-Unis et le Canada illustrent, eu égard à la sécurité transatlantique, cette nécessité de renforcer le flanc Est de l'Alliance. Pour reprendre les termes de responsables du siège de l'OTAN, l'EFP et la TFP doivent témoigner de la cohésion et de l'efficacité de l'Alliance face à la menace changeante qui pèse sur ses populations et sur son territoire.

3. Il ressort clairement de ce rapport que la configuration actuelle des forces conventionnelles présentes dans les territoires de l'est de l'Alliance reste insuffisante. En cas de crise dans une région bordant le flanc Est (en particulier dans les États baltes), l'Alliance, confrontée à des problèmes de renforcement, éprouverait des difficultés à acheminer les renforts destinés à une opération chargée de repousser une force d'invasion et de rétablir le statu quo. Cela tient à deux problèmes critiques connus de longue date, à savoir : premièrement, les lourdeurs bureaucratiques et logistiques qui entravent l'acheminement du matériel et des effectifs militaires vers cette région ainsi que leurs déplacements à l'intérieur de cette dernière ; et deuxièmement, l'insuffisance des forces de réaction rapide à haut niveau de préparation que les États européens mettent actuellement à disposition pour les déploiements en cas de crise.

4. La Russie, qui ne connaît aucun de ces problèmes, est en mesure de mobiliser rapidement des forces et des effectifs considérables pour être rapidement à l'œuvre dans la région. Moscou bénéficie par ailleurs de lignes de communication intérieures efficaces et s'appuie dorénavant sur une armée de terre restructurée essentiellement en brigades, ce qui facilite les déploiements rapides. Enfin, depuis leur modernisation, ces forces disposent de capacités quasi équivalentes à celles de l'adversaire en matière de puissance de feu, mobilité et systèmes de défense aérienne.

5. L'Alliance prend aujourd'hui des mesures destinées à surmonter ces écueils critiques. Au cours de l'automne dernier, le siège de l'OTAN a annoncé la création de deux nouveaux commandements respectivement à Norfolk (Virginie) et à Ulm (Allemagne), qui auront pour mission d'aider à la coordination des mouvements de troupes dans leurs zones respectives. Les États-Unis ont décidé, en outre, de revoir à la hausse leurs investissements au titre de l'Initiative de dissuasion européenne (*European Deterrence Initiative*, EDI), et les Alliés consacrent de plus en plus de moyens financiers aux effectifs ainsi qu'aux matériels à mobiliser pour que le rééquilibrage en cours des forces conventionnelles puisse être mis au service de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN. Cela étant, il faut aller plus loin.

6. Le présent rapport s'inscrit dans la série de documents sur l'adaptation pour l'après-2014 que la commission de la défense et de la sécurité a établis depuis la décision, par l'Alliance, de reconsidérer le poids qu'il convient de donner à la combinaison des forces composant son dispositif de dissuasion et de défense. La capacité de l'Alliance à renforcer ses capacités conventionnelles sur le flanc oriental reste une préoccupation de sécurité majeure.

II. NOUVEAU CONTEXTE SÉCURITAIRE DE L'OTAN

7. Comme cette commission l'a déjà rappelé à de nombreuses reprises, les flancs Est et Sud de l'Alliance sont de nouvelles sources de menace, d'instabilité et de conflits potentiels. Lors de la réunion conjointe des commissions d l'AP-OTAN tenue en février de cette année, le général Curtis Scaparotti, SACEUR, s'est adressé à l'assistance en ces termes : « Nous sommes tenus aujourd'hui de gérer des crises et d'assurer la stabilisation ainsi que la défense dans un environnement façonné, manipulé et mis à l'épreuve par des concurrents stratégiques. Nos deux principaux concurrents stratégiques sont la Russie et l'extrémisme violent. Leurs tentatives de déstabilisation stratégique visent les fondements de notre sécurité et ciblent les institutions clés chargées de l'assurer. Ils tentent de transformer les points forts de la démocratie en faiblesses. » Les communications du siège de l'OTAN utilisent, pour refléter cette vision, l'expression bien connue d'« engagement en faveur d'une sécurité à 360 degrés dans un environnement complexe et décentralisé ».

A. LES RELATIONS OTAN-RUSSIE DÉTERMINENT LE RECALIBRAGE DE LA DÉFENSE ET DE LA DISSUASION SUR LE FLANC EST

8. Les relations entre l'OTAN et la Russie ont rarement été aussi mauvaises. L'annexion de la Crimée a déclenché une spirale ascendante de surenchère de sanctions, entraîné les parties dans une dangereuse joute verbale et suscité méfiance et acrimonie. Il résulte de ceci que jamais, depuis la guerre froide, on ne s'est retrouvé dans une situation aussi périlleuse (Frear, Kulesa, Kearns, 2017 ; Boulègue, 2018).

9. Le degré, l'ampleur et le rythme de la modernisation militaire de la Russie, l'évolution de sa doctrine militaire, ses discours agressifs dans le domaine nucléaire et ses actions sur le terrain conventionnel sont autant de variables critiques qui déterminent l'évolution de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN dans la partie orientale de l'Alliance (Déclaration du sommet de Varsovie, 2016). Le communiqué officiel du sommet de l'OTAN tenu à Varsovie dénonce également la démarche guerrière adoptée par la Russie dans les opérations qu'elle poursuit en Ukraine et en Syrie, la tenue d'exercices impromptus de grande envergure en contradiction avec « l'esprit du Document de Vienne », et des activités militaires provocatrices dans les mers bordant le flanc Est de l'Alliance, de la Baltique à la mer Noire.

10. Avec le déploiement de capacités modernes d'anti-accès et de déni de zone (A2/AD) le long du flanc Est de l'OTAN, la Russie est par ailleurs en mesure d'entraver, voire de bloquer, la liberté de mouvement de l'Alliance dans ses propres territoires ou espaces maritimes.

11. Parallèlement, la Russie a, par des canaux médiatiques multiples, engagé des campagnes agressives de désinformation destinées à semer la discorde entre les États membres de l'Alliance et à les plonger dans la confusion. Les manipulations électorales auxquelles la Russie a recours pour s'ingérer dans les processus démocratiques occidentaux sont à l'origine de divisions et de désaccords marqués qui se font sentir dans les débats politiques internes de nombreux pays de l'Alliance. En recourant entre autres à la cyberingérence, Moscou ne fait que perpétuer une longue tradition d'immixtion politique. De plus, cela fait des années que, forte de ses ressources naturelles, la Russie pratique l'intimidation à l'encontre de ses voisins en contrôlant les approvisionnements.

12. Comme on a pu le constater au cours des quatre années écoulées, la Russie est prête à recourir à tous les moyens à sa disposition – des tactiques hybrides aux opérations conventionnelles en passant par la menace nucléaire – pour s'imposer face à l'Alliance. Son but ultime est de briser le consensus allié et de réduire l'influence de Washington sur le futur de la sécurité européenne.

B. COUP DE PROJECTEUR SUR LA DOCTRINE PERTURBATRICE ET LA MODERNISATION MILITAIRE DE MOSCOU

13. Pour les responsables de l'OTAN, le réaménagement de la posture de défense et de dissuasion dans l'Est de l'Alliance résulte avant tout de l'évolution de la doctrine militaire de la Russie et de la modernisation de ses forces armées.

Révision de la doctrine

14. En 2014, soit quelques mois à peine après être intervenue en Ukraine, la Russie publiait une nouvelle doctrine militaire. Celle-ci allait présider à une réorientation fondamentale de sa politique étrangère. Alors qu'il était ouvertement question, dans la doctrine militaire russe de 2010, de coopération avec l'OTAN, le texte actualisé publié quatre ans plus tard assimile de fait l'Alliance à un adversaire.

15. La doctrine militaire de 2014 reproduit de larges passages du texte de 2010, en adoptant toutefois un ton nettement plus hostile à l'encontre de l'OTAN. Si les deux doctrines placent l'OTAN dans la catégorie des « principaux dangers militaires extérieurs », le texte de 2014 précise que l'Alliance a dépassé le stade des simples intentions pour agir effectivement à l'encontre de la Russie. C'est ainsi, notamment, que les activités de l'OTAN en Europe centrale et orientale y sont qualifiées de menaces à l'encontre des intérêts nationaux russes (Sinovets et Renz, 2015). La nouvelle doctrine précise également que la Russie a l'intention de protéger plus activement ses intérêts dans son voisinage immédiat, depuis l'Arctique jusqu'à la mer Noire, la Méditerranée et la Caspienne en passant par l'Europe orientale. Le déploiement par l'OTAN de systèmes de défense antimissile et la mise en œuvre de la « frappe globale » sont qualifiés de dangers militaires majeurs. Toujours selon la doctrine, le recours aux technologies de l'information et de communication à des fins politico-militaires font peser une menace supplémentaire sur la Fédération de Russie et ses alliés (ambassade de Russie au Royaume-Uni, 2015). D'emblée, le gouvernement russe assimile la révolution de Maïdan et les autres révolutions « de couleur » à des tentatives ou à des actions réussies d'ingérence extérieure menées par l'Occident pour piloter des changements de régime, et considère que ces agissements appellent une réponse du même type, sous la forme par exemple d'immixtions dans les scrutins tenus à l'Ouest.

16. Depuis quelques années, la rhétorique militaire, la modernisation des forces armées russes et les exercices auxquelles se livrent ces dernières sont venus confirmer ce recentrage stratégique.

Des forces russes de plus en plus modernes et déployables et de mieux en mieux préparées

17. Comme cette commission l'a déjà relevé à plusieurs reprises, la Russie poursuit les efforts entamés il y a une décennie pour se doter de toute une gamme de forces armées modernes, professionnelles et présentant un haut niveau de préparation. L'augmentation des investissements consentis à ce titre a eu des répercussions spectaculaires sur la qualité des forces en question.

18. Les forces armées russes de 2018 n'ont plus grand-chose à voir avec ce qu'elles étaient en 2008. Après avoir enregistré des résultats relativement discutables dans le Caucase au cours des deux décennies qui suivirent la chute de l'Union soviétique, en particulier lors de la guerre de 2008 en Géorgie, la Russie a décidé de lancer un projet de réforme militaire à grande échelle également appelé *New Look*. Outre des réformes structurelles, elle a mis en place un programme d'armement d'État, en fait une politique d'achat massif d'armements, qui allait lui permettre de rompre avec des décennies de déclin et d'améliorer de manière déterminante l'aptitude de ses forces armées à soutenir la puissance de feu et à manœuvrer dans le temps et sur la distance (Giles et Monaghan, 2014 ; IISS 2018). Entre 2000 et 2015, les dépenses russes de défense ont été multipliées par 16 en termes nominaux (IISS, 2015). Au cours des dernières années, la Russie a systématiquement consacré entre 3 et 4 % de son PIB à la modernisation de ses forces (IISS, 2018).

19. Malgré le léger ralentissement enregistré par les dépenses militaires ces dernières années en raison du poids des sanctions sur l'économie russe et de la baisse des cours mondiaux du pétrole et du gaz¹, la Russie s'appuie aujourd'hui sur des forces terrestres, aériennes et navales très performantes. De nouveaux matériels lui ont permis d'accroître la précision de ses frappes à distance et elle possède dorénavant des systèmes de défense aérienne à la pointe de la technologie ainsi que différents équipements puissants et très mobiles, comme notamment le chasseur furtif de 5^e génération SU-57, le char T-14 *Armata* ou encore des systèmes de missiles balistiques tactiques à double usage Iskander (IISS, 2018 ; RAND, 2018).

20. La restructuration de l'armée de terre russe a privilégié le modèle de la brigade, gage d'une plus grande mobilité. Le nombre de volontaires a également augmenté de manière saisissante – pas moins de 360 000 individus environ sur un effectif total de 900 000 (IISS, 2018 ; Golts, 2017). Avec la professionnalisation, l'armée de terre dispose à présent d'un nombre plus important d'unités présentant un état de préparation suffisant pour des déploiements sur court préavis. Par ailleurs, la Russie a renforcé son district militaire Ouest en y envoyant des unités auparavant stationnées à l'intérieur du pays et en activant de nouvelles formations de blindés, d'infanterie, d'artillerie et de défense aérienne. Le district Ouest compte dorénavant un effectif de 400 000, dont 80 000 environ basés à proximité immédiate des États baltes (RAND 2018 ; IISS 2015).

21. Enfin, les forces armées russes conduisent leurs entraînements dans le cadre d'exercices impromptus à grande échelle dont les scénarios mettent l'accent sur le soutien durable et à distance d'opérations interarmées. Ces exercices s'enrichissent des expériences en conditions réelles engrangées sur le champ de bataille à l'occasion des opérations interarmées menées en Ukraine et en Syrie, où la Russie met à l'épreuve non seulement la préparation de ses troupes mais également l'efficacité de ses nouveaux systèmes d'armes de pointe.

III. ADAPTATIONS APPORTÉES À LA POSTURE DE DÉFENSE ET DE DISSUASION À L'EST

22. L'OTAN a réagi à l'annexion de la Crimée en 2014 en réorganisant sa force de réaction, la NRF, au travers du plan d'action « réactivité » (RAP). Celui-ci devait accroître l'effectif de la force en le portant à 40 000 personnes, donner à la NRF les moyens de faire face à des situations d'urgence et la rendre plus souple et adaptable, de manière à pouvoir procéder à des renforcements rapides et à en garantir la mobilité. Avec cette réforme, la NRF se compose dorénavant d'éléments air, terre, mer et de forces d'opérations spéciales.

23. Le RAP prévoyait également la mise sur pied d'une force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF), véritable fer de lance de la NRF, qui serait capable de déployer 5 000 hommes et femmes à l'échelon de la brigade à la périphérie de l'Alliance, moyennant un préavis de deux à sept jours. Parallèlement, les membres de l'OTAN ont mené des exercices militaires terrestres, maritimes et aériens de la Baltique à la mer Noire, et lancé de nouvelles missions de police du ciel et de patrouille maritime.²

24. En 2016, les Alliés ont constaté qu'il devenait nécessaire de procéder à des adaptations plus vastes à l'échelle de l'Alliance, de manière à instaurer une posture de dissuasion mobile et dynamique plus moderne qui leur permettrait d'affronter les réalités inhérentes à un environnement sécuritaire devenu nettement plus complexe.

¹ Les recettes issues de la vente de pétrole et de gaz représentent plus de 35 % du budget annuel de la Russie, contre 9 % seulement en 2000. Voir U.S. Energy Information Administration, Russia : International Energy Analysis and Data, 31 octobre 2017. www.eia.gov/beta/international/analysis.cfm?iso=RUS

² Les incidences de cette décision sont évoquées de manière plus détaillée dans un rapport antérieur de la commission intitulé [Le Plan d'action « réactivité » de l'OTAN : Assurance et dissuasion pour la sécurité après 2014](#) [167 DSCFC 15 F bis] – présenté par Xavier Pintat (France).

25. Constatant que les relations OTAN-Russie continuaient à se détériorer, les Alliés ont décidé, au cours du sommet de Varsovie de juillet 2016, de consolider encore la posture de l'Alliance de manière à dissuader d'éventuels adversaires de recourir à la force contre les pays membres de l'OTAN. Dans cette perspective, deux initiatives décisives ciblant les territoires situés dans l'Est de l'Alliance ont été lancées, à savoir la présence avancée rehaussée en Pologne et dans les pays baltes, et la présence avancée adaptée en mer Noire. Au cours du même sommet, Barack Obama, alors président des États-Unis, s'engagea à consacrer les fonds de défense de son pays au lancement de mesures de réassurance et à la mobilisation d'un soutien aux efforts de défense des Alliés européens. L'initiative de réassurance pour l'Europe (ERI) était née. Ces initiatives ont été confirmées lors du dernier sommet en date de l'OTAN, qui s'est tenu à Bruxelles en juillet 2018.

IV. PRÉSENCE AVANCÉE REHAUSSÉE ET FIL DE DÉTENTE

26. La présence avancée rehaussée (EFP) de l'OTAN consiste en quatre groupements tactiques multinationaux soumis à rotation qui sont stationnés en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Mises à disposition par 17 pays membres de l'OTAN, ces forces composées de plus de 4 500 hommes et femmes sont pilotées par quatre pays cadres, à savoir le Canada en Lettonie, l'Allemagne en Lituanie, le Royaume-Uni en Estonie et les États-Unis en Pologne. Les quatre groupements tactiques sont placés sous le commandement de l'OTAN : ils relèvent d'un nouveau QG de division multinational basé avec la 16^e division mécanisée polonaise à Elblag, qui doit dépendre à son tour de la division multinationale Nord-Est (MND-NE) basée à Szczecin, en Pologne. Les quatre groupements tactiques sont devenus pleinement opérationnels le 28 août 2017, une fois tous les exercices de certification (CERTEX) menés à bonne fin. Le MND-NE atteindra sa capacité opérationnelle totale d'ici décembre 2018.

27. Il est évident qu'en termes de puissance conventionnelle, les bataillons ainsi déployés ne suffiraient pas à assurer la défense face à une offensive conventionnelle russe à grande échelle. La commission de la défense et de la sécurité a d'ailleurs pu s'en rendre compte au cours de l'exercice sur table mené avec les chercheurs de la *RAND Corporation* lors de la visite effectuée à Washington en janvier 2017.

28. Cet exercice sur table revenait sur les conclusions de l'étude de la *RAND Corporation* relative à la capacité de l'OTAN de repousser une attaque concertée à l'encontre des pays baltes. Selon cette étude, il faudrait au maximum 60 heures aux forces russes pour rallier Tallinn ou Riga. Les chercheurs de la *RAND Corporation* ont indiqué aux membres de la commission de la défense et de la sécurité que, nonobstant les tentatives menées par l'Alliance pour renforcer sa posture dans la région en misant sur plus de personnel et plus de matériels, l'OTAN, pour tenir tête à une invasion russe conséquente, devrait disposer de 35 000 personnes environ déjà sur le terrain et d'équipements nettement plus sophistiqués, comme des systèmes de défense aérienne et de blindés lourds.

29. En février 2018, les bataillons présents en rotation dans le cadre de l'EFP ne pouvaient aligner que 4 692 militaires, qui plus est répartis sur une vaste zone géographique. En Estonie, à Tapa, le groupement tactique dirigé par le Royaume-Uni qui opère aux côtés des forces estoniennes avec le soutien du Danemark et de l'Islande compte 1 001 militaires de l'OTAN. Les forces basées à Adazi, en Lettonie, sont au nombre de 1 170 militaires, placés sous commandement canadien et reçoivent un soutien de l'Albanie, de l'Italie, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Slovénie et de l'Espagne. À Rukla, en Lituanie, l'Allemagne se trouve à la tête d'un groupement tactique de 1 404 militaires recevant le soutien d'éléments, français, croates, roumains, néerlandais et norvégiens. Enfin, le groupement, dirigé par les États-Unis, compte 1 117 personnes. Il est basé à Orzysz, en Pologne, et rassemble des troupes croates, roumaines et britanniques (voir annexe).

30. Probablement insuffisante en tant que force autonome en cas d'attaque à grande échelle de la Russie dans la région, l'EFP ferait plutôt office de fil de détente (*tripwire*) pouvant amorcer une réponse du type « article 5 » à l'échelle de l'Alliance si un agresseur venait à lancer une action contre le territoire et/ou les populations alliés. Finalement, l'objectif de l'EFP consiste surtout à rendre la posture de dissuasion de l'Alliance plus crédible dans une partie de son territoire perçue jusqu'à présent comme stratégiquement vulnérable.

V. LA PRÉSENCE AVANCÉE ADAPTÉE

31. Durant le sommet de Varsovie, l'OTAN a également décidé de mettre en place une présence avancée adaptée (TFP) dans la région de la mer Noire. Faisant suite à une proposition de la Roumanie, la TFP renforce la présence de l'OTAN dans les domaines terrestre, aérien et maritime (Délégation permanente de la Roumanie auprès de l'OTAN, 2017).

32. L'AP-OTAN s'est vu rappeler l'importance géostratégique de la mer Noire à l'occasion de la session annuelle de Bucarest tenue en 2017, durant laquelle Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, a signifié la volonté de l'Alliance de répondre aux activités illégales de la Russie en Ukraine en accélérant ses efforts visant à projeter de la stabilité dans l'ensemble de cette région.

33. La composante terrestre de la TFP s'articule sur une brigade multinationale basée à Craiova et coordonne une initiative d'entraînement interarmées multinationale renforcé (CJET). La brigade multinationale Sud-Est de l'OTAN a atteint le stade de la capacité opérationnelle initiale en avril 2017 et a officiellement débuté ses activités le 9 octobre 2017. Au cœur de cette formation multinationale se trouve la deuxième brigade d'infanterie roumaine « Rovine », dont l'effectif peut se monter à 4 000 soldats³. Elle est complétée par 900 soldats états-uniens déployés séparément, et déjà sur place (Emmott, 2017). La CJET est une plate-forme régionale de coopération qui doit permettre d'assurer la continuité de la présence alliée dans la région au travers de la participation à des exercices et à des activités d'entraînement.

34. Du point de vue maritime, la TFP prend la forme d'entraînements intégrés et de nouveaux exercices avec la participation des forces navales permanentes de l'OTAN. On pense notamment à l'exercice maritime multinationale *Sea Breeze* tenu il y a peu (en juillet 2017), et qui faisait intervenir des moyens de l'unité opérationnelle 2 du 2^e groupe maritime permanent OTAN (SNMG2 TU.02)⁴ et d'autres moyens maritimes mis à disposition par des pays alliés et des pays partenaires. L'exercice, auquel participaient la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la France, la Géorgie, la Grèce, l'Italie, la Lituanie, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, la Suède, la Turquie, l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis, s'est déroulé à la fois en mer Noire et en territoire ukrainien.

35. Enfin, le volet aérien de la TFP, à savoir la mission renforcée de police du ciel de l'OTAN (*enhanced Air Policing*, eAP), est assuré en rotation par les forces de différents pays alliés qui patrouillent dans l'espace aérien de la Roumanie et de la Bulgarie. Le 31 décembre 2017, le Canada a achevé sa rotation de quatre mois dans le cadre de l'eAP sur la base aérienne Mihail Kogalniceanu (Roumanie), où il avait déployé un effectif de quelque 135 personnes ainsi que quatre Hornets CF-188. Au cours de cette mission (ATF-Romania), les forces de l'armée de l'air canadiennes ont également pris part à des entraînements conjoints avec les forces homologues roumaines, affichant

³ Dite aussi Brigade Scorpions, déployée précédemment en Afghanistan et en Iraq.

⁴ Le SNMG2 est un des quatre groupes maritimes permanents de l'OTAN. Les SNMG sont des forces maritimes multinationales intégrées composées de bâtiments de différents pays membres de l'Alliance. Ces navires (de même que les hélicoptères qui se trouvent à leur bord) sont mis à la disposition de l'OTAN de manière permanente, pour aider à l'exécution de différentes tâches allant de la participation à des exercices jusqu'à des interventions concrètes dans le cadre de missions opérationnelles. <http://www.mc.nato.int/media-centre/news/2016/nato-and-partner-country-forces-participate-in-exercise-sea-breeze.aspx>.

leur réactivité en termes d'appui sanitaire, de sécurité en vol, de maintenance d'aéronefs, de commandement et de contrôle, et de police du ciel (Strong, 2018).

36. Lors de la réunion des ministres de la défense tenue à Bruxelles les 8 et 9 novembre 2017, le Royaume-Uni a annoncé sa décision de redéployer 4 *Typhoons* de la *Royal Air Force* (RAF) qui collaboreraient dorénavant sur une base permanente avec la Roumanie dans le cadre de patrouilles aériennes en mer Noire (Wills, 2017). Cette décision intervenait quelques jours après le décollage en urgence de deux chasseurs *Typhoon* chargés d'intercepter des aéronefs russes en route vers le territoire britannique. Un incident similaire s'est par ailleurs reproduit en janvier 2018 (Hartley-Parkinson, 2018). En juillet 2017, les *Typhoons* de la RAF ont dû intervenir en urgence en réponse à la présence en mer Noire, à proximité de l'espace aérien de l'OTAN, de bombardiers stratégiques Tu-22 *Backfire* de l'armée de l'air russe.

L'Initiative de dissuasion européenne des États-Unis

37. Selon la stratégie nationale de sécurité (NSS) des États-Unis publiée par l'administration Trump en décembre 2017, l'environnement sécuritaire international actuel est placé sous le signe d'une concurrence mondiale tous azimuts. D'après ce document, la Russie cherche à se hisser au niveau – et à se poser en rivale – des États-Unis. On y souligne que pour combattre une telle évolution, il faut notamment s'employer à mettre sur pied des alliances plus solides. La NSS met l'accent sur le souhait de Washington de rester actif en Europe : « Une Europe forte et libre revêt une importance vitale pour les États-Unis » (NSS, 2017).

38. De leur côté, les membres du Congrès américain se sont employés, lors de la dernière visite de la commission de la défense et de la sécurité dans ce pays, à dissiper les doutes qui pouvaient subsister quant à l'engagement des États-Unis au titre de l'article 5 du Traité de Washington. Comme l'a affirmé Thomas Goffus, sous-secrétaire adjoint à la défense pour l'Europe et l'OTAN : « L'engagement des États-Unis au titre de l'article 5 est solide comme un roc ». M. Goffus avait poursuivi en indiquant qu'au cours du prochain sommet devant se tenir à Bruxelles, les États-Unis reviendraient largement sur l'Initiative de dissuasion européenne : « Cette dissuasion, nous l'exerçons ensemble, et elle se démarque en cela de l'ancienne Initiative de réassurance pour l'Europe, où les États-Unis occupaient le devant de la scène ».

39. L'EDI prévoit l'envoi de forces supplémentaires en Europe, un renforcement des prépositionnements à l'échelle des brigades et le déploiement d'autres moyens de soutien. L'augmentation des effectifs est le résultat de l'arrivée de forces supplémentaires et, parallèlement, de l'ajournement de réductions de forces initialement prévues. Un soutien sera également mobilisé pour une brigade blindée supplémentaire (ABCT). L'EDI va donc financer deux ABCT et deux brigades de lutte anti-incendie, ainsi que des unités de défense aérienne, du génie, de contrôle des mouvements, de soutien prolongé et d'appui sanitaire dans la région, bref, suffisamment de moyens pour soutenir une division (US DoD, 2018).

40. L'ERI/EDI a permis de financer un renforcement significatif de la présence des États-Unis en Europe orientale. Ce soutien a fait sentir ses effets sur les exercices désormais plus nombreux, de même que sur les infrastructures, le prépositionnement de matériels ou encore le renforcement capacitaire des partenaires. Les quelque 10 milliards de dollars déjà dépensés, ou restant à consacrer à une défense et à une dissuasion alliées renforcées en Europe attestent largement de cet engagement des États-Unis.

41. Les États-Unis ont annoncé récemment qu'ils prévoyaient d'allouer une enveloppe de 6,5 milliards de dollars à l'Initiative de dissuasion européenne en 2019, soit une augmentation de 1,7 milliard par rapport à l'an passé, et 3,1 milliards de plus qu'en 2017.

42. Durant les réunions conjointes de l'AP-OTAN tenues à Bruxelles en février 2018, les intervenants ont réaffirmé l'engagement énergique des États-Unis aux côtés de l'Europe et rappelé qu'ils attendaient en retour de la part de leurs Alliés européens une hausse marquée des investissements de défense.

Exercice Trident Juncture 2018

43. *Trident Juncture 18* (TAEJE 15) doit avoir lieu en Norvège en octobre et en novembre. Cet exercice, qui fera intervenir 40 000 militaires, 130 aéronefs et 70 navires des 29 pays membres de l'OTAN ainsi que de Suède et de Finlande, comprendra trois volets : déploiement et redéploiement, un exercice réel sur le terrain et un exercice de poste de commandement. Dans le cas de l'exercice réel sur le terrain, les activités d'entraînement impliqueront les composantes terre, air et mer et se dérouleront en Norvège ainsi qu'en mer du Nord et en mer Baltique. Il s'agira d'un test de première importance pour la force opérationnelle interarmées à très haut niveau (VJTF), sachant qu'il est prévu de certifier cette dernière au terme de l'exercice (voir la carte à l'annexe 1).

44. À côté des problèmes logistiques et climatiques liés à cet exercice, la Russie pourrait elle aussi, de l'avis des organisateurs, poser des difficultés. De par sa proximité avec la Russie et la participation de pays non membres, à savoir la Suède et la Finlande, TRJE18 suscitera à coup sûr l'intérêt de Moscou. Selon Frank Bakke-Jensen, ministre norvégien de la défense, « l'occasion s'offrira à la Russie de mettre en pratique ses diverses tactiques d'influence. Nous devons donc être prêts à recevoir de fausses informations et à subir des manipulations avant, pendant et après l'exercice » (Taylor, 2018). La commission suivra de près le déroulement de *Trident Juncture 2018* et espère qu'il débouchera sur des résultats positifs.

VI. BARRER L'ACCÈS – LA DÉFENSE DIFFICILE DE L'EST

A. LES CAPACITÉS A2/AD RÉGIONALES DE LA RUSSIE

45. D'un point de vue tactique conventionnel, l'efficacité de la dissuasion OTAN et du système de fil de détente est avant tout fonction de la capacité de l'Alliance à acheminer à bref préavis des renforts depuis le centre de son territoire jusqu'à sa périphérie. Or, même si la décision de déployer la NRF et sa VJTF est prise en temps voulu, la Russie peut facilement l'emporter sur les forces de l'OTAN en activant ses capacités anti-accès et déni de zone (A2/AD), de manière à bloquer leurs mouvements vers la zone considérée ou à l'intérieur de cette dernière (Baroudos, 2016).

46. La Russie est en train d'implanter une gamme impressionnante et très diversifiée de systèmes A2/AD dans les régions de la mer Baltique, de la mer Noire, de la Méditerranée orientale et de la mer de Barents, ainsi qu'à la périphérie de celles-ci. Une fois pleinement opérationnels, ces systèmes entameront considérablement l'aptitude de l'OTAN à renforcer les forces de ses membres par voies terrestre, aérienne et maritime (STO, 2017). Dès la mi-2016, la Fédération de Russie avait déployé des moyens de défense aérienne, de défense côtière et de guerre électronique ainsi que des missiles balistiques à Kaliningrad, en Syrie et, par la suite, en Crimée (IISS, 2017). Les zones d'exclusion A2/AD de Moscou se sont encore élargies avec le déploiement, en Syrie en novembre 2015 puis en Crimée en août 2016, de systèmes de défense aérienne S-400 d'une portée pouvant atteindre 250 miles (NDLT : environ 400 km). La défense aérienne avancée de la Russie est gérée en coopération avec le Belarus et l'Arménie dans le cadre du système conjoint de défense aérienne (Weinberger, 2016). Le ministre lituanien de la défense Raimundas Karoblis affirme que la Russie a également déployé à Kaliningrad des missiles Iskander qui devraient demeurer sur place à titre permanent (AFP, 2018).

47. La TFP est un moyen de suivre l'évolution des capacités A2/AD de la Russie dans la région de la mer Noire et à sa périphérie. C'est d'autant plus le cas que la Roumanie héberge le site de défense antimissile balistique *Aegis Ashore*. L'Organisation pour la science et la technologie de

l'OTAN (STO) consacre actuellement une étude aux capacités A2/AD de la Russie afin de remédier aux vulnérabilités actuelles de l'Alliance dans ce domaine (STO, 2017).

48. Compte tenu notamment de leur situation géographique, les trois groupements tactiques déployés dans les pays baltes pourraient se retrouver pris au piège derrière le mur A2/AD qu'a édifié la Russie dans cette zone. Comme l'a appris la commission de la défense et de la sécurité, le seul point faible de la bulle A2/AD russe en mer Baltique est l'île suédoise de Gotland.

49. La Suède a tenu en septembre 2017 son plus grand exercice militaire jamais organisé depuis le début des années 1990. Dix-neuf mille fantassins suédois rejoints par un contingent étranger regroupant des forces de sept pays de l'OTAN (États-Unis, Danemark, Estonie, France, Lettonie, Lituanie et Norvège) plus la Finlande participaient à *Aurora-17*. Cet exercice avait pour objectif de défendre l'île suédoise de Gotland face à une agression venue de territoires correspondant, en gros, à Kaliningrad et au Belarus (Winnerstig, 2017). Suite à cet exercice, et au terme de dizaines d'années d'absence, la Suède a décidé de rétablir sur Gotland une présence militaire permanente. Commentant cette décision, le général Ben Hodges, ancien commandant de l'armée de terre des États-Unis en Europe, a rappelé l'importance que présentaient la Suède et Gotland pour l'OTAN : « Une tâche très importante du point de vue stratégique vous attend ici. Je ne pense pas qu'il existe, nulle part au monde, d'île aussi importante » (The Local, 2017).

B. L'EXERCISE ZAPAD 2017

50. *Aurora-17* s'est déroulé quelques jours à peine après le début de *Zapad 2017*, un exercice militaire russe à grande échelle. Certes, la Russie organise chaque année plusieurs exercices de ce type⁵, mais *Zapad 2017* doit retenir l'attention en raison de plusieurs facteurs. Il s'agissait en effet du premier exercice russe se déroulant à l'Ouest⁶ – pour être précis, au Belarus et dans l'oblast russe de Kaliningrad – depuis 2013, c'est-à-dire depuis l'intervention de la Russie en Ukraine et la détérioration des relations avec l'OTAN qui s'en est suivi (IISS, 2018).

51. La Russie est restée délibérément vague quant aux effectifs et aux matériels effectivement déployés aux fins de cet exercice. Selon les déclarations officielles, 12 700 militaires y participaient, soit à peine moins que le minimum fixé (13 000) par le Document de Vienne de l'OSCE de 2011 rendant la présence d'observateurs internationaux obligatoire. Si le Belarus a effectivement invité une poignée d'observateurs, la Russie est restée vague quant au nombre de ses soldats déployés à Kaliningrad aux fins de l'exercice. D'après les estimations, entre 50 000 et 60 000 hommes au total ont été déployés en territoires russe et biélorussien (IISS, 2018).

52. D'après le ministre russe de la défense, Sergueï Choïgou, *Zapad 2017* reproduisait une opération de contre-insurrection menée contre des groupes extrémistes recevant un appui extérieur. La Russie devait notamment tester son aptitude à mettre en place des systèmes de défense aérienne et antimissile, qui ont fait leurs preuves en tant que renforts aériens et terrestres pour les groupes armés hypothétiques opérant dans le cadre de l'exercice. À côté d'un volet conventionnel, la Russie avait également ajouté des éléments asymétriques destinés à tester sa capacité de mettre en échec des groupes chargés de missions de reconnaissance et de diversion et de parer à des opérations de guerre électronique. Les composantes contre-insurrectionnelles ont effectué une transition vers un conflit conventionnel (IISS, 2018 ; Boulègue, 2017). Selon différents analystes, cet aspect avait son importance, car la Russie tend à mettre en scène les tactiques qu'elle prévoit de déployer ultérieurement en conditions réelles. A titre d'exemple particulièrement frappant, l'utilisation, au cours de l'exercice tenu en 2013, des *Spetsnaz* (Forces spéciales), qui allaient jouer par la suite un rôle essentiel dans l'annexion de la Crimée (Mizokami, 2017).

⁵ La Russie a pour politique de consacrer chaque année un exercice à une région différente. À côté de *Zapad*, qui en russe signifie Ouest, il y a aussi *Kavkaz* (Caucase), *Tsentr* (Centre) et *Vostok* (Est).

⁶ En russe, « *Zapad* » signifie « Ouest ». D'une année sur l'autre, les exercices russes effectuent une rotation entre les différents points cardinaux – comme on le lira ci-après, « *Vostok* » (« Est ») doit avoir lieu à l'automne 2018.

53. *Zapad 2017* a essentiellement permis de tirer des conclusions de deux ordres. Tout d'abord, malgré les mesures de réassurance appliquées par l'OTAN depuis 2016, la Russie, en laissant planer des doutes quant à la taille et à l'envergure de l'exercice, est parvenue à ébranler nombre de gouvernements alliés et partenaires, en particulier dans les territoires situés dans la partie orientale de l'Alliance. Deuxièmement, elle a montré qu'elle avait les moyens de pratiquer toute une gamme de tactiques opérationnelles sur le théâtre, et ce aussi bien dans un contexte interarmes faisant intervenir des moyens lourds qu'en conditions asymétriques.

C. VOSTOK 2018

54. La Russie a, du 11 au 17 septembre 2018, mené son plus grand exercice militaire depuis *Zapad 81*, qui s'était déroulé durant l'ère soviétique. D'après Sergueï Choïgou, ministre de la défense et général d'armée, *Vostok 2018* a fait intervenir près de « 300 000 militaires ; plus de 1 000 avions, hélicoptères et drones ; jusqu'à 80 navires logistiques et de combat et près de 36 000 chars, transporteurs de troupes blindés et autres véhicules » (Synovitz, 2018). L'exercice a eu pour cadre principal les installations d'entraînement de Tsugol à Zabaikalsky Kraï, mais certaines de ses activités se sont étendues jusqu'en Sibérie orientale. Le général d'armée Valeri Guerassimov a évoqué les multiples technologies et armements nouveaux mobilisés, parmi lesquels figuraient des chars T-80 (modernisés) et T-90 (nouveaux), de nouveaux avions SU-34 et SU-35, des hélicoptères d'attaque Mi-28 et Mi-35 ainsi que le système de missiles Iskander (TASS, 2018). Compte tenu de la taille et de l'envergure des opérations, il s'agissait clairement d'une démonstration de force orchestrée par le Kremlin, qui cherche à projeter des capacités militaires comparables à celles dont disposait l'Union soviétique.

55. Aux forces russes sont venues s'ajouter des forces chinoises et mongoles – l'Armée populaire de libération a en effet participé à l'exercice en envoyant sur place 3 200 militaires et 900 pièces d'armement (Higgins, 2018). La présence chinoise lors de *Vostok 18* a mis en lumière le partenariat stratégique croissant entre Moscou et Pékin. Les deux pays auraient ainsi manifesté le souhait de resserrer leurs liens de coopération, en particulier dans le domaine sécuritaire, ce qui pourrait constituer une riposte à la stratégie de sécurité nationale des États-Unis selon laquelle Moscou et Pékin « compromettent la puissance, l'influence et les intérêts américains en tentant de dégrader la sécurité et la prospérité des États-Unis » (NSS, 2017). Il se peut également qu'au travers de *Vostok 18*, la Russie et la Chine cherchent à reproduire l'exercice *Trident Juncture* de l'OTAN et à se poser, forts de leur partenariat stratégique, en adversaires d'un gabarit similaire à celui de l'Occident.

56. Parallèlement à la tenue de *Vostok 2018*, la marine russe a renforcé son contingent de navires de guerre en Méditerranée orientale. Le 1^{er} septembre 2018, 26 navires de guerre et bâtiments de soutien russes ont pris part, aux côtés de 36 avions, à un exercice naval au large des côtes syriennes (Coker, Saad et Gall, 2018). Tandis que les forces russes suivent un entraînement naval en Méditerranée orientale, les forces syriennes soutenues par la Russie se préparent, à quelques centaines de kilomètres à peine, à chasser les derniers vestiges des forces d'opposition dans la province d'Idlib. Ces manœuvres militaires à proximité de la Syrie sont un autre moyen utilisé par la Russie pour tenter d'élargir une emprise et des ambitions mondiales revues à la hausse.

57. Si les tentatives de coopération OTAN-Russie sont actuellement dans l'impasse, les canaux de communication entre les deux parties restent ouverts. Soucieux de prévenir tout conflit accidentel et d'apaiser les tensions, le Conseil OTAN-Russie s'est réuni en mai 2018 afin d'évoquer *Vostok 18* et l'exercice *Trident Juncture 2018* (RFE/RL, 2018). Les lignes de communication entre forces armées sont également mises à profit pour assurer la transparence des activités militaires.

Une vulnérabilité flagrante : le flanc Nord-Est de l'OTAN

58. Comme indiqué plus haut, les politologues de la *RAND Corporation* rencontrés en janvier 2017 avaient indiqué à la commission de la défense et de la sécurité que les capacités et la posture de l'OTAN, de même que son aptitude à mettre en échec une agression russe dans les États baltes à l'aide de ses seules forces terrestres et aériennes conventionnelles, ne suffiraient pas à ramener la région à son état antérieur sans une grave escalade du conflit. Même si l'EFP, la VJTF et l'EDI des États-Unis ont incontestablement modifié l'équation régissant l'équilibre des forces, elles ne peuvent contrebalancer les atouts que la Russie garde toujours en main, en particulier dans la région balte.

La Russie garde la main au niveau local

59. Le recentrage de l'OTAN sur les opérations de stabilité hors zone après la guerre froide, et plus particulièrement après les attentats terroristes du 11 septembre, a eu pour effet de reléguer à l'arrière-plan les armements lourds interarmées, l'artillerie et la défense antimissile (RAND, 2018). Conjugée aux coupes opérées dans les dépenses et dans les investissements de défense, cette tendance est venue entamer fortement les capacités conventionnelles de la majorité des forces armées européennes, compromettant ainsi leur capacité de renforcer les forces déployées ou de les soutenir dans la durée.⁷ Une étude récente sur l'aptitude des armées britannique, française et allemande – les trois plus grandes en Europe – à générer et à soutenir durablement des brigades blindées dans la Baltique a montré que chacun de ces pays serait probablement en mesure de déployer et d'appuyer une brigade renforcée, mais à des rythmes différents et moyennant d'importants sacrifices (Shurkin, 2017). De ce point de vue, il apparaît que la France, plus rapide que les deux autres pays, serait seule à pouvoir déployer un bataillon moyennant un délai d'une semaine et une brigade moyennant un délai d'un mois. Des informations récentes sur l'opérabilité de nombreux systèmes militaires majeurs allemands ne font que renforcer les doutes quant aux contributions de ce pays (Buck, 2018).

60. Inversement, la Russie a consacré les 10 dernières années à perfectionner ces mêmes capacités qui font défaut aux forces européennes et canadiennes mises à la disposition de l'OTAN. Pendant tout ce temps, Moscou a renforcé et amélioré ses moyens interarmées en mettant l'accent sur la mobilité et la létalité. Ces mêmes capacités sont par ailleurs mises à l'épreuve dans le cadre d'exercices très fréquents, voire d'opérations de combat réelles, en Ukraine et en Syrie. Tous les progrès ainsi réalisés ont incontestablement permis à la Russie de se hisser au rang d'adversaire de force presque égale, comment le souligne la récente NSS des États-Unis.

61. Dans la région de la Baltique, ses défenses aérienne et antimissile intégrées, son artillerie à longue portée et ses moyens blindés lourds permettent à la Russie de conserver un avantage significatif (IISS, 2015, RAND 2018). Enfin, Moscou devrait être en mesure, grâce à ses lignes intérieures de communication tant ferroviaires que terrestres, de lancer des opérations à bref préavis et de leur apporter un soutien rapide.

62. Dès lors, et malgré les tentatives récentes de faire pencher l'équilibre des forces conventionnelles dans la région de la Baltique en faveur des Alliés, la Russie garderait l'avantage en cas d'affrontement à court ou à moyen terme, et cela devrait continuer d'être le cas aussi longtemps que l'Alliance ne sera pas en mesure d'acheminer, selon toute vraisemblance depuis l'autre rive de l'Atlantique, des ressources considérables déterminantes pour l'issue du conflit.

⁷ Cette question est étudiée de manière détaillée dans le rapport de la DSCTC sur [Partage des charges : de nouveaux engagements pour une ère nouvelle](#) [170 DSCTC 18 F rév.1 fin], présenté par Attila Mesterhazy (Hongrie) .

VII. SURMONTER LES OBSTACLES MAJEURS DE MOBILITÉ MILITAIRE ET DE FINANCEMENT DE LA DÉFENSE AUXQUELS L'OTAN RESTE CONFRONTÉE

63. Une défense robuste et efficace de l'ensemble des territoires et populations de l'OTAN est essentielle. Il est impératif, à cette fin, de mettre en place une posture de dissuasion efficace qui puisse décourager tout adversaire potentiel ne fut-ce que d'envisager une attaque sur le territoire de l'Alliance, où que ce soit et à n'importe quel moment. Afin de surmonter les obstacles se dressant sur la voie d'une politique efficace de dissuasion et de défense pour les territoires situés dans l'Est de l'Alliance, les parlements nationaux devront se donner les moyens de relever les défis ci-après.

Mobilité militaire et lenteurs bureaucratiques

64. Durant la guerre froide, la mobilité des troupes et des matériels était considérée comme une priorité et faisait l'objet d'évaluations dans le cadre d'exercices fréquents. Les infrastructures en place à l'époque permettaient d'assurer la disponibilité opérationnelle en matière de soutien, de commandement et de contrôle, de destruction, d'interdiction et de diversion. Elles comprenaient notamment des lignes de communication multicouches, des installations renforcées de stockage des munitions et des carburants et un oléoduc qui traversait le centre et le nord de l'Europe pour acheminer le carburant vers les bases d'opérations à l'avant. Certaines de ces installations existent toujours à l'heure actuelle, mais leur fonctionnement s'arrête aux frontières que l'OTAN avait à la fin de la guerre froide (Jacobson, 2018). L'OTAN a depuis lors déplacé ses frontières plus à l'est, mais l'on a omis de mettre en place des infrastructures et une connectivité avec les nouveaux membres (Novaky, 2017). Aujourd'hui, l'OTAN se trouve confrontée à des problèmes militaires de taille touchant, premièrement, aux infrastructures en tant que telles et deuxièmement, à certaines exigences réglementaires.

65. L'Alliance souffre actuellement de graves lacunes infrastructurelles. Pour commencer, il lui est impossible, en raison d'insuffisances criantes en matériel roulant pour les opérations de chargement et de déchargement le long des lignes de communication ferroviaires, de transporter rapidement ses matériels militaires modernes sur de longues distances. Par ailleurs, elle ne dispose pas d'équipements de pontage militaire en suffisance. Enfin, dans certains pays, les infrastructures ne sont pas en mesure, concrètement parlant, de supporter le poids des véhicules militaires à la pointe de la technologie et doivent être modernisées de toute urgence. Ainsi, l'écartement des rails de chemin de fer diminue lorsque l'on quitte les pays baltes pour entrer en Pologne (Jacobson, 2018).

66. L'Alliance doit aussi faire face à d'importantes lenteurs administratives aux frontières entre ses membres, lors du passage en douane de ses matériels et de ses forces. Le général Ben Hodges a ainsi exprimé en termes particulièrement directs sa frustration face au cauchemar bureaucratique que représentent actuellement les mouvements de troupes aux frontières. Il est ironique, a-t-il déclaré, de disposer d'une force à très haut niveau de préparation que l'on ne peut, dans le même temps, déplacer suffisamment rapidement pour des raisons de bureaucratie (Schultz, 2017). Au cours des réunions conjointes de février, les membres de l'AP-OTAN ont appris que ces réglementations administratives fastidieuses se trouvent à l'origine de retards injustifiés et ce, même dans des zones particulièrement vulnérables. D'après les estimations, même en travaillant 24 heures sur 24 et sans tenir compte d'éventuels imprévus, le franchissement de certaines frontières européennes peut, dans le cas d'un nombre important de véhicules, prendre plusieurs semaines (Schultz, 2017).

67. La modernisation des infrastructures devrait aller de pair avec la mise en place, au sein de l'Alliance, d'un cadre juridique simplifié et plus cohérent – l'expression informelle *Schengen militaire* est souvent utilisée dans ce contexte. Dans l'état actuel des choses, il arrive même que les demandes de franchissement de frontières par des troupes et des équipements soient, contre toute attente, refusées (EEAS, novembre 2017). Cette question a été jusqu'à présent gravement négligée, mais l'on voit se dégager aujourd'hui des initiatives communes cohérentes qui devraient donner des résultats significatifs à plus ou moins brève échéance.

L'exemple du corridor de Suwalki

68. L'expression « corridor de Suwalki » est de plus en plus utilisée pour désigner l'étroite bande de terre marquant la frontière entre la Pologne et la Lituanie. Situé entre l'enclave russe de Kaliningrad et le Belarus, le corridor de Suwalki représente un goulot d'étranglement potentiel entre les États baltes et le reste des territoires orientaux de l'Alliance. Il concentre les principaux écueils sur la voie de la mise en place et du maintien d'une dissuasion efficace dans cette région : défaillances infrastructurelles, bureaucratie pesante, déséquilibre critique en termes de forces et de matériels et installations de stockage insuffisantes pour gérer toute montée en puissance rapide des activités militaires alliées dans la région.

69. En cas de problème survenant dans la région balte, le corridor de Suwalki se transformerait en axe vital entre les pays baltes et la Pologne. Pour cette raison, l'Alliance doit impérativement se doter d'un système efficace d'alerte rapide permettant de détecter d'éventuelles incursions, mettre en place des infrastructures solides à même de gérer un déploiement rapide de troupes et déployer en nombre suffisant des effectifs prêts à défendre ce territoire. Comme on peut le constater à la lecture du présent rapport, ces conditions ne sont pas réunies actuellement.

Premier train de mesures – Adaptation de la structure de l'OTAN

70. En juillet 2018, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, a confirmé que deux commandements supplémentaires allaient être créés de manière à actualiser la structure de forces de l'Alliance. Implanté à Norfolk, en Virginie, le commandement OTAN de forces interarmées pour l'Atlantique aura pour mission non seulement de renforcer la sécurité dans cette zone, mais aussi de coordonner les traversées de renforts en cas de situation d'urgence en Europe. Un second commandement sera créé à Ulm, en Allemagne, pour aider à surmonter les obstacles logistiques et bureaucratiques associés au déplacement de troupes et d'approvisionnements en Europe. Enfin, un nouveau centre des cyberopérations sera établi au grand QG des puissances alliées en Europe (SHAPE) à Mons, en Belgique.

71. Les efforts accrus déployés par les Alliés dans l'Atlantique Nord tiennent également à l'évolution rapide de l'environnement sécuritaire dans cette région et à l'impératif de protéger par une présence renforcée leurs moyens vitaux ainsi que les axes de navigation clés traversant l'Atlantique. En août 2018, la marine des États-Unis a réactivé sa deuxième flotte, qui aura pour mission de dissuader la Russie d'intensifier ses activités sur la côte Est des États-Unis et dans l'Atlantique Nord. La marine du Royaume-Uni a, de son côté, annoncé qu'elle renforcerait sa présence dans l'Atlantique Nord, avec pour objectif déclaré d'assurer la protection des câbles sous-marins de télécommunication.

72. L'Alliance a par ailleurs indiqué lors du sommet tenu à Bruxelles en juillet qu'elle lancerait une nouvelle initiative destinée à résoudre les problèmes liés au renforcement. Cette « initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN », souvent appelée « quatre fois 30 » obligera l'OTAN à tenir à disposition, au départ de sa réserve commune de forces, « un ensemble de forces supplémentaires comprenant 30 bâtiments de combat de grande taille, 30 bataillons de manœuvre lourds ou moyens, et 30 escadrons aériens cinétiques avec leurs éléments facilitateurs » qui puissent être déployés moyennant un préavis d'alerte de 30 jours ou moins. L'exécution de ce plan destiné à répondre aux exigences de la nouvelle posture de défense et de dissuasion de l'Alliance va représenter un défi pour tous les membres de l'Alliance.

73. Enfin, les Alliés ont entériné, toujours durant le sommet de Bruxelles, le plan de facilitation de la zone de responsabilité du SACEUR. Bien que l'on ne dispose pas d'informations détaillées sur sa mise en œuvre à l'échelle des différents pays, le plan exhorte ces derniers à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour « améliorer la législation et les procédures nécessaires, renforcer le commandement et le contrôle et accroître les capacités de transport » (Déclarations du sommet de Bruxelles, 2018). Les déclarations issues du sommet de Bruxelles soulignent ainsi la nécessité de

s'attaquer aux principaux défis empêchant un transfert efficace des matériels et effectifs au sein de l'Alliance (voir plus haut). Reste à savoir jusqu'à quel point les différents membres – et en particulier les pays situés dans l'Est de l'Alliance – s'emploieront à relever le défi que représente la mise en œuvre de ce plan de facilitation.

Une coopération OTAN-UE renforcée pour contribuer à la résolution du problème

74. En décembre 2017, la lutte contre les obstacles tant juridiques qu'infrastructuraux entravant la mobilité militaire a été inscrite au nombre des domaines de coopération entre l'UE et l'OTAN (Conseil de l'Union européenne, 2017). Sachant que Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, s'est engagée à mettre en place un plan d'action en la matière pour mars 2018, la mobilité militaire devrait se trouver au cœur de la première initiative phare de la coopération structurée permanente menée sous l'égide de l'Union (Conseil européen, 2017 ; Commission européenne, novembre 2017).

75. Selon l'Union européenne, la lutte contre les menaces hybrides repose sur un certain nombre de facteurs clés dont une meilleure résilience des infrastructures de transport, raison pour laquelle cet aspect occupe une place si importante dans le cadre de la coopération entre l'UE et l'OTAN (Commission européenne, juillet 2017). Il faudra notamment coopérer avec l'UE dans l'établissement d'une cartographie des législations en vigueur relatives aux mouvements de troupes. L'union douanière ne s'appliquant pas, dans l'état actuel des choses, aux matériels militaires, la mobilité de ces derniers reste en effet assujettie à un ensemble complexe de réglementations diverses (de l'OTAN, de l'UE ou propres à chaque pays), sources d'incertitudes et de retards importants (Fiott, 2017).

76. En mars 2018, la Commission européenne a publié un plan d'action sur la mobilité militaire qui doit permettre de surmonter les écueils réglementaires et les insuffisances infrastructurales ralentissant la mobilité militaire sur le territoire de l'Union européenne (Commission européenne, 2018). La plupart des échéances fixées pour les projets clés de l'UE en la matière ont été fixées à la fin 2018 et au courant de l'année 2019. Une première étape importante fixée pour la fin de l'année 2018 consistera à rationaliser les formalités douanières applicables aux opérations militaires. De leur côté, les États-Unis ont, au travers de l'Initiative de réassurance pour l'Europe, consenti des investissements au titre de certaines améliorations spécifiquement logistiques – comme la modernisation des terminaux ferroviaires, qui devrait se traduire par une réduction des temps de déchargement des chars en Europe orientale (Peel et Acton, 2018). La modernisation des infrastructures dans la perspective d'une amélioration de l'état de préparation militaire constitue en effet un des objectifs clés de l'EDI – le budget 2018 de l'Initiative consacre à ce poste un montant de 337,8 millions de dollars américains, qui passera à plus de 800 millions l'an prochain.

77. Bien que les améliorations infrastructurales constituent une vaste problématique à l'échelle de l'Alliance, plusieurs évolutions positives ont été constatées en Europe orientale. Ainsi, les travaux de rénovation entrepris sur la route européenne 67 reliant Prague à Helsinki en passant par la Pologne, la Lituanie et l'Estonie, se poursuivent. Il est vrai, ceci dit, que le projet avance de manière assez disparate. Des progrès localisés ont certes été enregistrés sur cet axe également appelé *Via Baltica*, mais le projet ne parviendra à son terme que dans plusieurs années. Les goulots d'étranglement routiers et ferroviaires dans le corridor de Suwalki rendent ce dernier stratégiquement vulnérable sur toute sa longueur (Hodges, 2018).

78. L'agrandissement du port polonais de Gdansk figure au nombre des autres projets d'infrastructure en cours dans la région de la Baltique. Le comité de coordination des transports de l'UE a récemment approuvé une enveloppe de 1,9 milliard d'euros destinée à financer la modernisation de ces installations, le dragage du port et l'amélioration des dessertes routière et ferroviaire (Maritime Journal, 2016). Ces travaux doivent rendre le port plus facilement accessible pour les grands navires et améliorer le transit des troupes et des approvisionnements militaires. Vu l'utilisation politique que fait la Russie du gaz naturel en Europe orientale, des mesures d'envergure

sont prises aujourd'hui pour assurer la sécurité énergétique à l'échelle de la région. Les opérateurs polonais et lituaniens chargés du transport du gaz ont approuvé en 2018 une convention d'interconnexion de leurs réseaux. Une fois les travaux achevés, en 2022, la Pologne et les pays baltes pourront compter sur une liaison énergétique stratégique (ministère de l'énergie de la République de Lituanie, 2018).

VIII. CONCLUSIONS

79. Certes, les forces conventionnelles ne représentent, aux côtés des forces nucléaires – autre pilier des capacités d'ensemble de l'Alliance –, qu'une partie de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN. Cela étant, l'objectif de toute posture de dissuasion est de faire comprendre à l'adversaire que l'avantage qu'il pourrait retirer d'une action militaire serait réduit à néant par le prix à payer pour cette dernière et donc, de rendre une telle option inconcevable.

80. Le déséquilibre conventionnel dans la partie orientale de l'OTAN pourrait inutilement en tenter certains. Toute tentative russe visant à tester la détermination de l'Alliance entraînerait une escalade rapide aux conséquences catastrophiques.

81. Dès lors, de nombreuses mesures peuvent et doivent être prises pour renforcer l'équilibre des forces conventionnelles dans la région, de manière à faire disparaître telle tentation, aussi faible ou improbable soit-elle.

82. La présence avancée rehaussée et la présence avancée adaptée de l'OTAN se résument finalement à trois grands messages. Premièrement, elles témoignent de la solidarité de l'Alliance face à l'attitude agressive de la Russie et aux menaces qu'elle fait peser sur la région. Le rôle de premier plan que jouent dans ce contexte les États-Unis et le Canada en tant que chefs de file pour les groupes opérationnels basés en Lettonie et en Pologne traduit la nécessité des nouvelles initiatives de défense et de dissuasion menées dans la région du point de vue de la sécurité transatlantique. Deuxièmement, elles traduisent la détermination de l'Alliance à décourager de futures agressions en dotant la région de capacités plus robustes. Enfin, elles montrent que l'OTAN est résolue à contrer d'éventuelles incursions limitées dans la région.

83. *Ces messages peuvent être renforcés. Différentes options sont proposées ci-après pour examen par les parlementaires :*

84. **Premièrement**, le déploiement de forces et d'équipements terrestres supplémentaires dans la partie orientale de l'Alliance reste absolument nécessaire. C'est en effet un moyen de remédier en partie aux problèmes de mobilisation dont il est question plus haut, en ce sens que la présence sur place d'effectifs plus nombreux et de stocks d'armes plus abondants entraînerait un net raccourcissement des échéances de déploiement.

85. **Deuxièmement**, tous les Alliés peuvent adhérer aux initiatives OTAN-UE visant à renforcer les infrastructures et à lever les barrières juridiques et bureaucratiques ralentissant l'acheminement de matériels et d'effectifs militaires vers l'Est. De ce point de vue, les parlementaires de l'OTAN peuvent jouer un rôle au niveau des pays en légiférant et/ou en votant des financements en ce sens. L'impact de ces financements irait très clairement au-delà des seuls transferts de matériels militaires – la modernisation des routes, des ponts, des infrastructures de communication, des ports et aéroports, etc. en meilleur état peuvent en effet avoir des retombées économiques considérables tout en témoignant de la volonté politique de mettre en commun les fardeaux supportés par les Alliés.

86. Il n'est pas assez question, dans le débat sur le partage des charges, des retombées positives que peuvent avoir de tels investissements en termes de sécurité et de défense, ou de la volonté politique des Alliés régionaux de servir l'unité d'action en « faisant leur part du travail ». Pour

reprendre les propos du général de corps d'armée Carsten Jacobson lors des réunions conjointes en février 2018 : « Quand des matériels vitaux ne peuvent franchir les frontières sans qu'il faille en passer par une bureaucratie lourde et des procédures qui n'en finissent pas – car les retards que nous avons constatés au cours d'exercices récents ne se comptent pas seulement en jours mais également en semaines – il devient tout simplement impossible de mettre les capacités de l'Alliance en œuvre sur l'ensemble de son territoire. Cette question doit recevoir une réponse urgente, et cette tâche incombe aux politiciens ».

87. **Troisièmement**, les membres européens de l'Alliance devraient instaurer des délais de déploiement plus rapides que ceux cités plus haut. Ils devraient également disposer des ressources nécessaires pour assurer le soutien desdits déploiements. Tous les Alliés devraient être en mesure d'apporter une contribution substantielle. Il est impératif de cibler les investissements sur les insuffisances en forces.

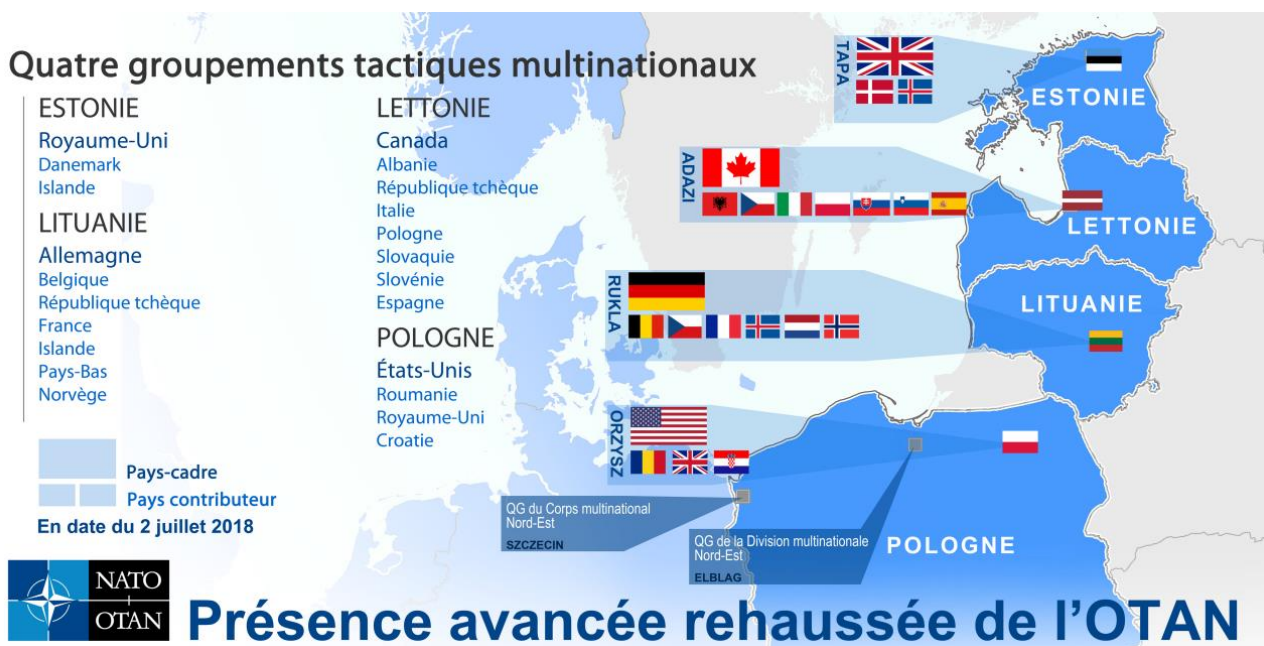
88. Il faut également que les Alliés régionaux investissent, d'une part, dans des systèmes modernes de défense couche basse, dans des systèmes performants de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR), ainsi que dans des capteurs et des radars leur permettant d'acquérir une image plus complète de la situation aérienne, et d'autre part, dans des capacités de défense plus difficiles à détecter comme des systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS). À défaut de systèmes étendus de défense aérienne, investir dans des capacités comme des missiles Stinger pourrait clairement pousser les Russes à revoir leurs calculs et à se demander s'ils disposent bien de la supériorité aérienne et terrestre en cas d'urgence, même à court terme.

89. **Quatrièmement**, les membres de l'OTAN doivent investir dans des moyens permettant de submerger et de dégrader les systèmes A2/AD de la Russie, à savoir des chasseurs de 5^e génération comme le F-35, des systèmes de brouillage et des systèmes de missiles de précision à longue portée, de manière à pouvoir déceler et mettre en échec toute tentative russe de dégrader la capacité des Alliés à opérer sur le territoire de l'Alliance.

90. **Enfin**, comme nous l'indiquons déjà dans le rapport sur le partage des charges établi en 2017 par la sous-commission sur la défense transatlantique et la coopération en matière de sécurité (DSCTC), le Conseil de l'Atlantique Nord a décrété que l'Alliance doit se doter d'une nouvelle posture de dissuasion à la fois moderne, dynamique et mobile. Il est impératif de disposer des moyens de mise en œuvre d'une telle posture. Ceci va se traduire, pour les Alliés, par des investissements accrus dans les équipements et la structure de force censés permettre à l'OTAN de contrer les défis sécuritaires évolutifs et les menaces pesant aujourd'hui sur la stabilité internationale. Ceci dit, l'OTAN ne pourra parvenir à cet objectif que si une volonté politique se dégage en faveur d'une solution qui permette de mettre en œuvre, à l'échelle de l'Alliance, les capacités requises en termes d'effectifs et de ressources.

ANNEXES

Présence avancée rehaussée de l'OTAN



Carte de l'exercice Trident Juncture 18



Le corridor de Suwalki



BIBLIOGRAPHIE

- ACT Media, "Romania is hosting NATO Headquarters Multinational Brigade South-East located in Craiova", 10 October 2017, <https://actmedia.eu/daily/romania-is-hosting-nato-headquarters-multinational-brigade-south-east-located-in-craiova/71895>
- Agence France Presse, "Russia Deploying Ballistic Missiles to Baltic Enclave: Lithuania", 5 February 2018, Military.com, 5 février 2018, www.military.com/daily-news/2018/02/05/russia-deploying-ballistic-missiles-baltic-enclave-lithuania.html
- Ambassade de Russie au Royaume-Uni, "The Military Doctrine of the Russian Federation," 29 June 2015, <https://rusemb.org.uk/press/2029>
- Barojan, Donara, "#BalticBrief: Enhanced Anti-NATO Narratives Target Enhanced Forward Presence", Medium, 7 February 2018, <https://medium.com/dfrlab/balticbrief-enhanced-anti-nato-narratives-target-enhanced-forward-presence-fdf2272a8992>
- Baroudos Constance, "Why NATO Should Fear Russia's A2/AD Capabilities (And How to Respond)", The National Interest, 21 September 2016, <http://nationalinterest.org/blog/the-buzz/why-nato-should-fear-russias-a2-ad-capabilities-how-respond-17776>
- Barret, Richard, "Beyond the Caliphate: Foreign Fighters and the Threat of Returnees", The Soufan Center, October 2017, <http://thesoufancenter.org/wp-content/uploads/2017/10/Beyond-the-Caliphate-Foreign-Fighters-and-the-Threat-of-Returnees-TSC-Report-October-2017.pdf>
- Bianchi, Margherita, Lasconjarias, Guillaume and Marrone, Alessandro, "Projecting Stability in NATO's Southern Neighbourhood", NATO Defence College, Conference Report no. 03/17, July 2017, www.ndc.nato.int/news/news.php?icode=1076
- Boulègue, Mathieu, "Five things to know about the Zapad-2017 Military Exercise", Chatham House, 25 September 2017
- Boulègue, Mathieu, "Russia's Vostok Exercises Were Both Serious Planning and a Show," Chatham House, 17 September 2018.
- Buck, Tobias, "German Military: Combat Ready?", Financial Times, 15 February 2018. www.ft.com/content/36e2cd40-0fdf-11e8-940e-08320fc2a277
- Coker, Margaret; Saad, Hwaida; Gall, Carlotta, "In Idlib, Final Offensive in Syrian War May Come at Horrific Cost," New York Times, 2 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/02/world/middleeast/syria-idlib-assad.html>.
- Commission européenne, "Security and defence: Significant progress to enhance Europe's resilience against hybrid threats – more work ahead", 19 July 2017, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-2064_en.htm
- Commission européenne, "Joint Communication to the European Parliament and the Council on the Action Plan on Military Mobility," 28 March 2018., https://ec.europa.eu/transport/sites/transport/files/2018-military_mobility_action_plan.pdf
- Conseil de l'Union européenne, "Coopération en matière de défense : le Conseil adopte des conclusions sur la coopération entre l'UE et l'OTAN, approuvant un ensemble commun de nouvelles propositions en vue de la poursuite de leurs travaux conjoints", 5 December 2017, www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2017/12/05/defence-cooperation-council-adopts-conclusions-on-eu-nato-cooperation-endorsing-common-set-of-new-proposals-for-further-joint-work/
- Conseil de l'Union européenne, "Permanent Structured Cooperation (PESCO) first collaborative PESCO projects - Overview", December 2017, www.consilium.europa.eu/media/32079/pesco-overview-of-first-collaborative-of-projects-for-press.pdf
- Dickstein, Corey, "Pentagon seeks \$686.1 billion to 'restore and rebuild' U.S. military", Stars and Stripes, 12 February 2018, www.stripes.com/pentagon-seeks-686-1-billion-to-restore-and-rebuild-u-s-military-1.511344
- EDA, "EDA provides expert input for action plan on military mobility", 10 November 2017, www.eda.europa.eu/info-hub/press-centre/latest-news/2017/11/10/eda-provides-expert-input-for-action-plan-on-military-mobility
- EEAS, "EU and NATO cooperation to expand to new areas, including counter-terror; military mobility; women, peace and security", 6 December 2017, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/36854/eu-and-nato-cooperation-expand-new-areas-including-counter-terror-military-mobility-women_en

- EEAS, "Joint Communication to the European Parliament and the Council - Improving Military Mobility in the European Union, 10 November 2017, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/joint_communication_to_the_european_parliament_and_the_council_-_improving_military_mobility_in_the_european_union.pdf '.
- Emmott, Robin, "NATO launches Black Sea force as latest counter to Russia", Reuters, 9 October 2017, <https://ca.reuters.com/article/topNews/idCAKBN1CE0MJ-OCATP>
- European Commission, "The European Union is stepping up efforts to improve military mobility", 10 November 2017, http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-4385_en.htm
- Fiott, Daniel, "Towards a 'military Schengen'?", EUISS, 27 November 2017, www.iss.europa.eu/content/towards-%E2%80%98military-schengen%E2%80%99-0
- Fitzpatrick, Mark, "Putin's new big nuclear buttons", IISS, 1 March 2018, www.iiss.org/en/iiss%20voices/blogsections/iiss-voices-2018-2623/february-704f/putin-big-nuclear-button-cb67
- Frear, Thomas ; Kulesa, Lukasz and Kearns, Ian, "Dangerous Brinkmanship: Close Military Encounters Between Russia and the West in 2017", European Leadership Network, November 2017, <https://www.europeanleadershipnetwork.org/wp-content/uploads/2017/10/Dangerous-Brinkmanship.pdf>
- Galeotti, Mark, "The truth about Russia's defence budget", ECFR, 24 March 2017, www.ecfr.eu/article/commentary_the_truth_about_russias_defence_budget_7255
- Giles, Keir and Monaghan, Andrew, "Russian Military Transformation – Goal in Sight," The Letort Papers, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2014
- Golts, Aleksander, "How Many Soldiers Does Russia Have?", Eurasia Daily Monitor, vol 14, issue 144, The Jamestown Foundation, 8 November 2017. <https://jamestown.org/program/many-soldiers-russia/>
- Hartley-Parkinson, Richard, "RAF Typhoon fighter jets scrambled to intercept Russian planes heading to UK", Metro, 15 January 2018, <http://metro.co.uk/2018/01/15/raf-typhoon-fighter-jets-scrambled-intercept-russian-planes-heading-uk-7230116>
- Higgins, Andrew, "300,000 Troops and 900 Tanks: Russia's Biggest Military Drills Since the Cold War," New York Times, 3 September 2018.
- Hodges, Ben; Bugajski, Janusz; Doran, Peter B, "Securing the Suwalki Corridor: Strategy, Statecraft, Deterrence and Defense," Center for European Policy Analysis, July 2018, https://docs.wixstatic.com/ugd/644196_e63598001eb54f8387b10bc0b30c5873.pdf.
- IISS (The International Institute for Strategic Studies), The Military Balance 2018, London: Routledge, February 2018
- IISS (The International Institute for Strategic Studies), The Military Balance 2017, London: Routledge, February 2017
- IISS (The International Institute for Strategic Studies), The Military Balance 2018, London: Routledge, February 2015
- Jacobson, Carsten, Presentation on "Enhancing NATO's Capability to meet Current and Future Security Threats and the Need for a 'Military Schengen Zone'", NATO PA, 2018 Joint Committee meetings
- Kamp, Karl-Heinz, "Why NATO Needs a New Strategic Concept", CSS Zurich, 9 December 2016, www.css.ethz.ch/en/services/digital-library/articles/article.html/b82e0322-3507-4360-b25f-aecdb5e6f5
- Kristensen, Kristian Sjøby and Laura Schousboe, "How to Step Up NATO's Fight against Terrorism", War on the Rocks, 12 September 2017, <https://warontherocks.com/2017/09/how-to-step-up-natos-fight-against-terrorism/>
- Lasconjarias, Guillaume and Lukáš Dyčka, "Dealing with the Russian Bear: Improving NATO's Response to Moscow's Military Exercise Zapad 2017", IAI, 12 October 2017, www.iai.it/en/pubblicazioni/dealing-russian-bear-improving-natos-response-moscows-military-exercise-zapad-2017
- Luik, Juri and Henrik Praks, "Boosting the Deterrent Effect of Allied Enhanced Forward Presence", ICDS, May 2017, www.icds.ee/fileadmin/media/icds.ee/doc/ICDS_Policy_Paper_Boosting_the_Deterrent_Effect_of_Allied_eFP.pdf
- Majumdar, Dave, "Did Russia Just Cut Its Defense Budget by a Whopping 25 Percent?", The National Interest, 20 March 2017, <http://nationalinterest.org/blog/the-buzz/did-russia-just-cut-its-defense-budget-by-whopping-25-19831>

- Maritime Journal, "EU Funding for Gdansk Expansion," 25 July 2016, <http://www.maritimejournal.com/news101/marine-civils/port,-harbour-and-marine-construction/eu-funding-for-gdansk-expansion>.
- Ministère de l'énergie de la République de Lituanie, "Green light is on for a strategic gas pipeline between Lithuania and Poland," 24 May 2018, <https://enmin.lrv.lt/en/news/green-light-is-on-for-a-strategic-gas-pipeline-between-lithuania-and-poland>.
- Missile Defense Project, "Russia Officially Unveils Two New Nuclear Weapons", CSIS, 1 March 2018, <https://missilethreat.csis.org/russia-officially-unveils-two-new-nuclear-missiles/>
- Mizokami, Kyle, "Why Russia's Massive Zapad Military Exercises Scare the World", The National Interest, 16 April 2017, <http://nationalinterest.org/blog/the-buzz/why-russias-massive-zapad-military-exercises-scare-the-world-20199>
- OTAN Sciences et Technologies, "Analysis of Anti-Access Area Denial (A2AD)", 2017, www.sto.nato.int/Lists/test1/activitydetails.aspx?ID=16361
- OTAN, "Assistance for the refugee and migrant crisis in the Aegean Sea", 26 June 2016, www.nato.int/cps/ua/natohq/topics_128746.htm
- OTAN, "NATO-Russia Relations: The Background," April 2018, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2018_04/20180426_1805-NATO-Russia_en.pdf.
- OTAN, "Relations with Iraq", last updated 20 February 2018, www.nato.int/cps/su/natohq/topics_88247.htm
- OTAN Warsaw Declaration, July 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_133168.htm
- OTAN, "Brussels Summit Declaration," Issued on 11 July 2018, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_156624.htm
- NSS, "National Security Strategy of the United States of America," December 2017, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>
- Nimmo, Ben, "Russian Narratives on NATO's Deployment", Medium, 11 April 2017. <https://medium.com/dfrlab/russian-narratives-on-natos-deployment-616e19c3d194>
- Novaky, Niklas, "The Commission's military mobility proposal: a good first step", Wilfred Martens Center, 21 November 2017, www.martenscentre.eu/blog/commissions-military-mobility-proposal-good-first-step
- Peel, Michael and Bond, David, "Nato sounds alarm on Russian submarine activity, Financial Times, 22 December 2017, www.ft.com/content/40236a0a-e711-11e7-97e2-916d4fbac0da
- Peel, Michael; Acton, Michael, "Red tape, radios and railway gauges: Nato's battle to deter Russia," Financial Times, 2 January 2018, <https://www.ft.com/content/90345ab8-dff5-11e7-a8a4-0a1e63a52f9c>.
- Radio Free Europe/Radio Liberty, "NATO Warns Russia on 'Malign Activities and Briefs on War Games,'" 31 May 2018, <https://www.rferl.org/a/nato-russia-us-malign-activities-war-games-us-norway-brussels/29262228.html>.
- Rand Corporation, "Assessing the Conventional Force Imbalance in Europe", Boston, Scott et al., 2018, https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2402.html
- Romania's Permanent Delegation to NATO, "Collective Defense", last updated 21 April 2017, <https://nato.mae.ro/en/node/1030>
- Royal Air Force, "RAF Typhoon scramble in response to Russian aircraft over the Black Sea", 25 July 2017, www.raf.mod.uk/news/archive/raf-typhoon-scramble-in-response-to-russian-aircraft-over-the-black-sea-25072017
- Schultz, Teri, "NATO in Europe needs 'military Schengen' to rival Russian mobility, DW, 12 September 2017, www.dw.com/en/nato-in-europe-needs-military-schengen-to-rival-russian-mobility/a-40470302
- Shlapak, David and Michael Johnson, "Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank: Wargaming the Defense of the Baltics", RAND, 2016. www.rand.org/pubs/research_reports/RR1253.html
- Shurkin, Michael, "The Abilities of the British, French, and German Armies to Generate and Sustain Armored Brigades in the Baltics", RAND, 2017
- Sinovets, Polina and Renz, Bettina, "Russia's 2014 Military Doctrine and beyond: threat perceptions, capabilities and ambitions", NATO Defence College, Research Paper no. 117, July 2015
- Standish, Reid, "Finland opens a new center to fight 'hybrid threats' from Russia and beyond", GlobalPost, 3 October 2017, www.pri.org/stories/2017-10-03/finland-opens-new-center-fight-hybrid-threats-russia-and-beyond

- Standish, Reid, "Inside a European Center to Combat Russia's Hybrid Warfare", *Foreign Policy*, 18 January 2018, <http://foreignpolicy.com/2018/01/18/inside-a-european-center-to-combat-russias-hybrid-warfare/>
- Strong, Captain Mathew, "Canada's Air Task Force concludes its NATO enhanced Air Policing mission in Romania", Government of Canada, last updated 19 January 2018, <https://ml-fd.caf-fac.ca/en/2018/01/9483>
- Synovitz, Ron. "Russia's Claims of 'Biggest-Ever' War Games Seen As Sending A Message To The West," *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 10 September 2018, <https://www.rferl.org/a/russia-s-biggest-ever-war-games-claims-seen-as-message-to-west/29482293.html>.
- Taylor, Gerard, "Trident Juncture will be NATO's mega exercise in Norway," *Norway Today*, 7 September 2018, <http://norwaytoday.info/news/trident-juncture-will-natos-mega-exercise-norway/>.
- TASS, "Russia to shell out \$46 bln on defense spending in 2018", 27 December 2017, <http://tass.com/defense/982575>
- TASS, "Vostok 2018 drills involving 300,000 troops kick off in Russia," 11 September 2018, <http://tass.com/defense/1020919>
- The Local, "No island as important as Gotland, says US military chief", 24 July 2017, www.thelocal.se/20170724/no-island-as-important-as-gotland-says-us-military-chief-ben-hodges-europe-nato-russia-sweden
- Touma, Ana Maria, "NATO Inaugurates New Black Sea Force in Romania", *Balkan Insight*, 9 October 2017, www.balkaninsight.com/en/article/nato-inaugurates-black-sea-force-to-deter-russia-10-09-2017
- UNIAN, "Ukraine boosts security on borders ahead of Zapad-2017 military drills", 7 September 2017, www.unian.info/politics/2120409-ukraine-boosts-security-on-borders-ahead-of-zapad-2017-military-drills-president.html
- US DoD – Département américain de la défense, "European Deterrence Initiative, Department of Defense Budget Fiscal Year 2019", Office of the Undersecretary of Defense (Comptroller), February 2018, http://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2019/fy2019_EDI_JBook.pdf
- Weinberger Kathleen, "Russian Anti-Access and Area Denial (A2AD) Range", *Institute for the Study of War*, 29 August 2016, www.understandingwar.org/backgrounder/russian-anti-access-and-area-denial-a2ad-range
- Williams, Matthias and Pavel Polityuk, "Russia left troops in Belarus after wargames: Ukraine", *Reuters*, 29 September 2017, www.reuters.com/article/us-ukraine-crisis-army/russia-left-troops-in-belarus-after-wargames-ukraine-idUSKCN1C4234
- Wills, Ella, "RAF Typhoon jets to be deployed to Romania amid Russia tensions", *Evening Standard*, 8 November 2017, www.standard.co.uk/news/uk/raf-typhoon-jets-to-be-deployed-to-romania-amid-russia-tensions-a3685696.html
- Winnerstig, Mike, "The Strategic Ramifications of the Aurora 17 Exercise in Sweden", *ICDS*, 2 October 2017, www.icds.ee/blog/article/the-strategic-ramifications-of-the-aurora-17-exercise-in-sweden-1/
-